



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,755>

# Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2005 - N° 1055 - juin 2005 -

Date de mise en ligne : mercredi 1er novembre 2006

Date de parution : juin 2005

## **Description :**

Des précisions sur deux sujets d'actualité : le rôle de la Banque centrale et la baisse du nombre d'emplois dans l'industrie.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

## LUTTER À ARMES ÉGALES

La partie III du projet de traité constitutionnel, que les partisans du "oui" ont tant cherché à dissimuler, consacre l'indépendance absolue de la Banque centrale européenne et de son président, qui n'ont aucun compte à rendre aux gouvernements de l'Union. On en voit chaque jour un peu plus les dégâts en termes de chômage et de reculs sociaux.

Il en va bien différemment aux États-Unis dont la Banque centrale, la Réserve fédérale (Fed), a pour mission non seulement, comme la BCE, d'assurer la stabilité des prix mais aussi de soutenir l'activité. Elle est responsable devant le Congrès où le président de la Fed doit venir tous les six mois justifier sa politique. En fait, la coordination entre les politiques du gouvernement et de la Fed est permanente. L'administration Bush, après celle de Clinton, est si satisfaite de M. Alan Greenspan, l'actuel président de la Fed, qu'elle souhaite, malgré son âge (79 ans), le maintenir en place encore quelques mois après l'arrivée à échéance de son mandat, le 31 janvier 2006. Cela n'est pas du goût de tous les financiers dont certains estiment que son maintien en place peut être perçu « comme un nouveau signe de l'érosion des barrières qui existent entre la Banque centrale et le gouvernement » [\[1\]](#).

À vrai dire, les "orthodoxes" ne supportent pas que M. Greenspan ait toujours privilégié la croissance au détriment de la rigueur monétariste. Après les baisses d'impôts voulues par Bush, Alan Greenspan estime qu'il sera impossible de réduire le déficit budgétaire après 2008 lorsque la génération du "baby boom" commencera à prendre sa retraite. Devant le Congrès, il vient de qualifier "d'insoutenable" le déficit attendu pour cette année (472 milliards de dollars, soit environ 4% du produit intérieur brut), bien qu'il n'ait jamais cessé de soutenir la politique budgétaire du gouvernement [\[2\]](#).

Il est vrai que le surendettement états-unien bat tous les records [\[3\]](#) : en 2004, la dette totale (publique et surtout privée) augmentait presque quatre fois plus que le PIB (1,92 milliard de dollars contre 494 millions de dollars). Aucun pays n'a jamais connu une telle fuite en avant. C'est la même chose pour l'endettement privé dans les pays européens qui ont connu en 2004 la plus forte croissance : la dette des ménages anglais équivaut à 130% de leur revenu disponible, (contre 60% en France) ; la dette des ménages espagnols a doublé depuis sept ans. Comment les économies de ces pays, "shootées à la dette", vont-elles un jour retrouver un fonctionnement normal ? Dans le cas des pays européens, certainement pas en constitutionnalisant les règles du jeu qui sévissent depuis plus de trente ans !

## DÉSINDUSTRIALISATION

En 2004, la presse française aurait publié [\[4\]](#) quelque 4.000 articles sur les délocalisations contre 900 en 2003 et 200 en 2000. D'où les innombrables discours sur la désindustrialisation qui menacerait la France.

Deux enquêtes récentes [\[5\]](#) montrent pourtant qu'il n'en est rien : le déclin de l'industrie française est relatif, son poids reste important ; elle a perdu beaucoup moins d'emplois que ce que l'on entend dire couramment et les délocalisations n'y sont pas pour grand'chose.

Plus précisément, on constate que la part de la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB a régulièrement baissé en volume entre 1970 et 1993, passant de 26,4% à moins de 20%, puis est remonté pour retrouver en 2002 son niveau de 1985.

La part de l'emploi industriel dans l'emploi total a reculé de dix points sur cette même période et ne représente plus que 15,2% de l'emploi total.

Les auteurs des deux enquêtes citées en tirent la conclusion que la productivité dans l'industrie a fortement augmenté ces dernières décennies, notamment dans les années 80, beaucoup plus que dans les services et, qu'en conséquence, l'industrie a pu baisser ses prix et produire autant avec moins de travailleurs : « Le progrès technique est donc de loin la cause la plus importante de la fameuse désindustrialisation » concluent ces chercheurs, « pas les délocalisations », résultat qui n'étonnera pas les lecteurs de La Grande Relève !

Autres conclusions intéressantes de ces enquêtes : 85% des dépenses de recherche et développement des entreprises sont faites dans l'industrie et la surestimation de la désindustrialisation, basée sur les pertes d'emplois (30% d'effectifs en moins en 32 ans), ne tient compte ni du recours croissant à l'intérim, ni de l'externalisation d'une grande part d'activités autrefois assurées par les entreprises industrielles elles-mêmes (nettoyage, logistique, comptabilité,...). Ce qui fait dire à l'un des auteurs des enquêtes : « les services emploient à présent davantage d'ouvriers que l'industrie ».

En prenant ce phénomène en compte, sur la période 1980-2002, il faut réduire « d'au moins 315.000 » le chiffre de 1,4 million d'emplois détruits dans l'industrie.

On constate le même phénomène aux États- Unis où les espoirs de création d'emplois se concentrent sur les hautes technologies qui créent deux emplois sur trois.

---

[1] Le Monde, 21/05/2005.

[2] En 2004, les recettes fiscales représentaient 16,3% du PIB (plus bas niveau depuis 1959) contre 21% en 2000 quand le budget était excédentaire. Les baisses d'impôts ont contribué pour 48% au déficit budgétaire et les dépenses supplémentaires pour la sécurité et la défense pour 37%.

[3] Le Monde, 26/05/2005.

[4] Le Monde, 13/04/2005.

[5] Guillaume Daudin et Sandrine Levasseur, Observatoire français des conjectures économiques. Gilles Le Blanc, Centre de recherches en économie de l'École des mines.